



*Au service
des peuples
et des nations*

RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE ET DE LA REDEVABILITE PUBLIQUE EN TUNISIE



*Congrès National de Lutte Contre la Corruption, le Président du Gouvernement Tunisien et le Président de
l'Instance Nationale de Lutte Contre la Corruption, le 8 décembre 2018.*

Avec l'appui de :



KOICA
Korea International
Cooperation Agency

**Rapport de Progrès Annuel
Janvier-Décembre 2018**

Table des matières

Présentation du projet.....	3
Liste des acronymes.....	6
I- Résumé exécutif	7
II- Résultats détaillés	9
Output 1 : Les capacités, l'efficacité et le rôle de coordination de l'INLUCC sont renforcés pour lui permettre d'exercer efficacement ses compétences dans l'implémentation de la stratégie nationale de lutte contre la Corruption	9
1.1 Renforcer les capacités de l'INLUCC en matière d'identification des risques de corruption et des défis d'intégrité dans des secteurs vulnérables et identifier les mesures de mitigation associées	10
1.2 Appuyer a mise en place d'un centre de recherche de l'INLUCC	12
Output 2 : Le cadre légal et institutionnel de la lutte contre la corruption sera défini selon les meilleures pratiques internationales et les besoins à l'échelle nationale et régionale.....	16
Output 3 : Les mécanismes de redevabilité des forces intérieures de sécurité sont renforcés afin de réduire les risques de corruption et améliorer la confiance des citoyens	16
3.1 Supporter la mise en œuvre d'un code de conduite opérationnel des FSI	10
3.2 Renforcer les capacités du ministère en matière de promotion de la gouvernance au niveau des FSI à l'échelle locale	17
Output 4 : Les mécanismes de redevabilité des municipalités sont renforcés afin de réduire les risques de corruption et améliorer la confiance des citoyens.....	18
4.1 Renforcer les capacités en matière de Gouvernance au niveau des municipalités pilotes.....	18
Output 5 : Les mécanismes de redevabilité des Douanes sont renforcés afin de réduire les risques de corruption et améliorer la confiance des citoyens.....	21
5.1 Renforcer les capacités en matière de Gouvernance au niveau des centres douaniers pilotes (Ras Jedir, Port de la Goulette Nord et Direction des Régimes Douaniers).....	22
Output 6 : Les mécanismes de redevabilité du secteur de la Santé sont renforcés afin de réduire les risques de corruption et améliorer la confiance des citoyens.....	23
6.1 Renforcement des capacités en matière de Gouvernance au niveau du secteur de la Santé.....	24
6.2 Améliorer la redevabilité dans les trois hôpitaux publics	25
III- Défis de mise en œuvre et suivi des risques.....	27
IV- Leçons apprises	30
V - Suivi-Evaluation	31
VI – Evidences.....	31
VII- Rapport financier	34
IX - Annexes.....	35

Présentation du projet

Titre	Renforcement de la gouvernance démocratique et de la redevabilité publique en Tunisie
Identifiant Atlas	Award ID : 00096800 – Project ID : 00100707
Durée	Du 01/07/2016 au 30/06/2019
Agence d'exécution	Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
Partenaire(s) de mise en œuvre	Le projet est mis en œuvre en étroite collaboration avec les autorités au niveau national et régional et notamment l'Assemblée des Représentants du Peuple (ARP), La Présidence du Gouvernement (DG de la Gouvernance), Le Ministère des Affaires étrangères (MAE) et l'Instance Nationale de Lutte contre la Corruption (INLUCC). Au niveau des secteurs et des territoires ciblés par le projet, les principaux interlocuteurs seront les institutions publiques sélectionnées dans les secteurs de la police, de la douane, de la santé et des collectivités locales.
Budget total	2.702.400 USD
Contributions des partenaires financiers	L'Agence Coréenne de Coopération Internationale (KOICA) : 2.219.400 USD PNUD: 398.000 USD UNDP Seoul Policy Center : 85.000USD
ODD auquel(s) le projet contribue	ODD 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes
Lien avec le Plan Stratégique 2014-2017 du PNUD (Effet/Produit)	Effet 2 : Les pays se dotent d'institutions renforcées pour assurer progressivement l'accès universel aux services de base Produit 2.2 : Institutions et systèmes dotés de moyens leur permettant de sensibiliser à la corruption, de la prévenir et de faire appliquer des mesures de lutte contre elle dans l'ensemble des secteurs et par toutes les parties prenantes
Lien avec le Plan Stratégique 2018-2021 du PNUD (Effet/Produit/Signature Solutions)	Effet 1 : Faire avancer l'éradication de la pauvreté dans toutes ses formes et dimensions Produit 1.2.3 : Les institutions et les systèmes sont en capacité de sensibiliser, prévenir et mettre en vigueur des mesures anti-corruption pour maximiser la disponibilité des ressources pour l'éradication de la pauvreté Effet 2 : Accélérer les transformations structurelles pour le développement durable Produit 2.2.2 : Processus constitutionnels, électoraux et parlementaires et institutions renforcés pour promouvoir l'inclusion, la transparence et la redevabilité Signature solution #2 : Renforcer une gouvernance efficace, redevable et inclusive
Lien avec le Plan Cadre d'Aide au Développement des Nations Unies -UNDAF	Effet de l'UNDAF 2 : D'ici à 2020, l'Etat adopte une nouvelle organisation territoriale décentralisée répondant aux aspirations des Tunisiens à un modèle de gouvernance démocratique basé sur la participation citoyenne et la redevabilité.

(Effet)	
Lien avec le CPD et avec le CPAP	<p>Produit CPD 2.1 : Une stratégie nationale de décentralisation est appuyée et contribue à un système de gouvernance locale efficace permettant l'amélioration de la qualité des services rendus aux citoyens</p> <p>Produit CPAP 2.1.3 : Un système d'évaluation de la qualité des services publics au niveau local est mis en place.</p> <p>Produit CPD 2.2 : Les acteurs nationaux sont appuyés pour l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de bonne gouvernance, dont un système national d'intégrité efficace.</p>
Date du rapport	15/2/2019
Contact au niveau de la partie nationale	<ul style="list-style-type: none"> • Monsieur Chawki Tabib Président de l'Instance Nationale de Lutte Contre la Corruption – chawkitabib@gmail.com
Contact au niveau du PNUD	<ul style="list-style-type: none"> • Madame Thouraya Bekri, Coordinatrice du Projet- thouraya.bekri@undp.org

Brève Description

Le projet de renforcement de la gouvernance démocratique et de la redevabilité publique en Tunisie (2016-2019) fait suite à une série d'initiatives lancées par le PNUD depuis 2011 pour appuyer la Tunisie dans ses efforts pour la lutte contre la corruption. Cette bataille contre la corruption est considérée comme priorité nationale par la Tunisie et présente un potentiel de réussite fort, en raison d'un certain nombre de facteurs. Il s'agit principalement de (i) l'adoption d'une Constitution favorable en 2014, (ii) de l'existence d'un espace de participation des citoyens aux affaires publiques de plus en plus large, et (iii) de l'adoption par l'ensemble des acteurs d'une Stratégie Nationale de Bonne Gouvernance et de Lutte contre la Corruption (SNBGLCC) et de son plan d'action opérationnel, fin 2016.

Elaboré par le PNUD en partenariat avec la KOICA, le projet constitue un instrument national fort pour répondre à la demande croissante d'assistance dans le domaine de la lutte contre la corruption et la mise en œuvre du Plan d'action 2017-2018 de la SNBGLCC. Il a été conçu selon une approche programmatique :

- (i) Ciblée vers des transformations aux niveaux sectoriel et local impactant la vie des bénéficiaires, à côté du renforcement du schéma institutionnel et juridique ;
- (ii) Intégrée aux autres interventions, notamment du PNUD, dans les domaines de la gouvernance démocratique et de la croissance inclusive, ce qui permet de promouvoir une action collective efficace dans des territoires et secteurs pilotes, et sur le plan institutionnel et juridique ;
- (iii) De co-construction entre les deux piliers institutionnel et sociétal du programme, à travers la création de plateformes et de mécanismes de collaboration entre les institutions et les acteurs de la Société Civile.

La notion d'« îlots d'intégrité » fait ainsi l'identité du projet et sa singularité, servant d'une part de valeur d'exemple et d'autre part, de vecteur d'accélération des réformes.

La mise en œuvre du projet est axée sur six domaines interdépendants, à savoir :

- (i) Les **capacités, l'efficience et le rôle de coordination de l'INLUCC** seront renforcés pour lui permettre d'exercer efficacement ses compétences dans la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la Corruption
- (ii) Le **cadre légal et institutionnel de la lutte contre la corruption** sera défini selon les meilleures pratiques internationales et les besoins à l'échelle nationale et régionale
- (iii) Les mécanismes de **redevabilité des forces de sécurité intérieures** seront renforcés afin de réduire les risques de corruption et améliorer la confiance des citoyens
- (iv) Les mécanismes de **redevabilité des municipalités** seront renforcés afin de réduire les risques de corruption et améliorer la confiance des citoyens
- (v) Les mécanismes de **redevabilité des Douanes** seront renforcés afin de réduire les risques de corruption et améliorer la confiance des citoyens
- (vi) Les mécanismes de redevabilité du secteur de la **Santé** seront renforcés afin de réduire les risques de corruption et améliorer la confiance des citoyens.

Liste des acronymes

ARP	Assemblée des Représentants du Peuple
BIT	Behavioural Insight Team
CEFICC	Centre d'Etudes, de Formation, d'Information Contre la Corruption de de l'INLUCC
CSM	Conseil Supérieur de la Magistrature
CNUCC	Convention des Nations Unies Contre la Corruption
DRD	Direction des Régimes Douaniers
DGCL	Direction Générale des Collectivités Locales
IBOGOLUCC	Instance de la Bonne Gouvernance et de la Lutte contre la corruption
INAI	Instance Nationale d'Accès à l'Information
INNORPI	Institut National de la Normalisation et de la Propriété Industrielle
INLUCC	Instance Nationale de Lutte contre la Corruption
INPDP	Instance Nationale de Protection des Données Personnelles
JORT	Journal Officiel de la République Tunisienne
KOICA	Agence Coréenne de Coopération Internationale
MAE	Ministère des Affaires Etrangères
MALEV	Ministère des Affaires Locales et de l'Environnement
MI	Ministère de l'Intérieur
MDICI	Ministère de l'Investissement et de la Coopération Internationale
MS	Ministère de la santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisations de la Société Civile
PG	Présidence du Gouvernement
PJEF	Pôle judiciaire économique et financier
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTA	Plan de travail annuel
RTE	Réseau Tunisien de l'Evaluation
SNBGLCC	Stratégie Nationale de Bonne Gouvernance et de Lutte Contre la Corruption
TUNEPS	Tunisia On line E-Procurement System
UNDAF	Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement
UNDSS	United Nations Department of Safety and Security

I- Résumé exécutif

L'année 2018 a été une année de concrétisation pour le projet qui a atteint sa vitesse de croisière, sur quasiment l'ensemble de résultats attendus. Le projet est venu en renforcement à un agenda national ambitieux pour lutter contre la corruption entreprenant ainsi un travail de pointe aussi bien pour l'amélioration du cadre institutionnel et juridique que pour le renforcement des mécanismes de redevabilité publique à l'échelle locale et sectorielle.

Durant cette année, l'instabilité gouvernementale a retardé la transition programmée de l'INLUCC vers l'IBOGOLUCC et, plus largement, la mise en place d'autres instances constitutionnelles et indépendantes. L'adoption tardive du nouveau Code des Collectivités Locales et l'organisation des premières élections municipales le 06 mai 2018 constituent une nouvelle étape de transformation dans le pays. Dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption (SNBGLCC), l'expérience des flots d'intégrité qui est une première en Tunisie déclenche une nouvelle dynamique. Elle est désormais suivie par les décideurs¹ qui disposent aujourd'hui de cartographies des risques de corruption et des plans de mitigation sectoriels.

Principales réalisations du projet:

Les capacités, l'efficience et le rôle de coordination de l'INLUCC sont renforcées: Dix nouveaux outils organisationnels, de formations, d'information et de communication ont été développés permettant un accompagnement efficient des 180 fonctionnaires de l'INLUCC (106 en 2016 et 147 en 2017). Le centre d'études, de formation et d'information est aujourd'hui opérationnel ainsi que les 11 bureaux régionaux de l'INLUCC (4 en 2016 et 7 en 2017). Une augmentation conséquente du volume d'activité a été enregistrée avec 205 affaires transmises à la justice (contre 94 en 2016 et 245 en 2017). A travers le leadership de l'INLUCC² et son rôle de coordination dans la mise en œuvre de la SNBGLCC, les initiatives stratégiques inscrites au plan d'action national 2017-2018 de la SNBGLCC, 37% ont pu enregistrer un avancement raisonnable et 32% un avancement moyen.

- *Un cadre institutionnel et législatif qui enregistre des avancées effectives:* Trois nouvelles lois cadres ont été adoptées par le parlement et concernent (i) l'IBOGOLUCC, (ii) la dénonciation de la corruption et de la protection des lanceurs d'alerte et (iii) la déclaration de patrimoine et d'intérêts et de lutte contre l'enrichissement et le conflit d'intérêts³. Une opérationnalisation rapide de cette dernière a permis d'enregistrer 118.819 déclarants au 31 décembre 2018.
- *Des niveaux satisfaisants d'exécution des plans d'actions de l'ilot douane:* avec les sites de la Goulette Nord et Ras Jédir dont les plans d'action ont été mis en place à hauteur respectivement de 25 et 26%. La perception des usager(e)s à la Goulette Nord précisément a été à un niveau satisfaisant avec 31% des usagers qui estiment que le niveau de corruption a baissé comparativement à 2017⁴. Ce niveau d'exécution permet d'élaborer les recommandations et capitalisation sur l'expérience pour les intégrer dans la stratégie sectorielle de modernisation de la douane en cours d'élaboration.
- *Le code de conduite des FSI appliqué à l'intégrité, la transparence et la redevabilité* a été élaboré dans sa première version en consultant 210 membres des FSI opérant sur le terrain dans les régions du Nord-Ouest,

¹Lors de son audition devant la commission parlementaire, pour présenter le rapport annuel de l'INLUCC, le Président de l'INLUCC a été invité à programmer une réunion dédiée aux îlots d'intégrité, avec la participation des ministères et institutions publiques partenaires, pour tirer les leçons apprises de cette expérience.

²Selon le Barometre Politique de l'Institut de Sondage Sigma Conseil du mois de février 2018, le taux de confiance des citoyens dans l'INLUCC est de 62%, soit le taux le plus élevé parmi les instances indépendantes et nationales

³ Le classement et score de la Tunisie dans l'Indice de Perception de la Corruption de Transparency International ont ainsi progressé d'un rang (73ème/180) et d'un point en 2018 (43/100)

⁴ Enquête réalisée par l'INLUCC portant sur 540 usagers du site douanier de la Goulette Nord lors de la campagne de sensibilisation, aout/septembre 2018

Centre et Sud, aux niveaux régional et local. Dans ce cadre 318 agents des FSI ont pu disposer de connaissances relatives à ce code de conduite.

- *L'élaboration des plans d'actions des trois municipalités pilotes* sur la base des études de diagnostics institutionnels/opérationnels et de l'enquête de perception réalisés à Jerba où 9,4% des citoyens interrogés disent avoir été victimes de corruption dans les services municipaux. Ces instruments disposent aujourd'hui d'une forte appropriation des présidents de conseils municipaux nouvellement élus, ayant permis un taux d'exécution de 10%.
- *Une évaluation complète et détaillée des risques de la corruption* dans les axes prioritaires de prestation des services de santé et de circuit des médicaments. L'exécution avancée des plans d'actions en matière de système d'information et système médico-légal pour renforcer l'intégrité au niveau de ces deux axes dans les trois sites hospitaliers a atteint un niveau d'exécution de 25,5% et permet aujourd'hui de tirer des recommandations et les intégrer dans une stratégie nationale de E-santé axée sur la gestion des risques de corruption.

Défis et Leçons apprises:

- La mise en œuvre de *la stratégie nationale de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption* et plus précisément, celle de *l'approche sectorielle* appellent à *une véritable coordination interinstitutionnelle*. Elle permet d'optimiser l'impact de l'ensemble des interventions en matière de lutte contre la corruption et de les articuler aux réformes structurantes (la fonction publique, la décentralisation, la réforme de la justice, etc.) Ces articulations sont de nature à apporter une plus grande cohérence d'ensemble et une pérennisation des réalisations obtenues.
- Bien qu'il reste à parfaire, le *nouveau cadre législatif et institutionnel de lutte contre la corruption* nécessite des efforts additionnels pour assurer *l'application des nouveaux textes adoptés*. Cette application des textes reste tributaire de la mise en place de structures permanentes ainsi que de la mobilisation de ressources additionnelles.
- La *dynamique territoriale* promue par le projet se confirme comme étant *un vecteur de changement important*. La démarche du projet a permis en effet de susciter un intérêt et un engagement de la part d'autres secteurs (Tourisme, Justice, Transport, Agriculture, Jeunesse, Culture, STEG) qui pourraient être envisagés dans le cadre d'un territoire unique (Médénine/Jerba). Cela permettra une optimisation de l'utilisation des ressources aujourd'hui disponibles avec un impact plus ressenti par les citoyens.
- Une *nécessaire adaptation des outils/méthodes* pour la mise en œuvre des *îlots d'intégrité selon les secteurs*. Aussi bien les méthodologies d'évaluation de risques que les déploiements des plans d'action et la certification nécessitent des réponses multiples, différentes selon les secteurs et les contextes. Des actions correctives ont été identifiées à travers les ajustements, l'adaptation et les évaluations de l'approche dans le cadre de processus participatifs.
- Le *manque d'articulation* entre *l'intervention à l'échelle locale et les réformes sectorielles au niveau central*. Ceci est le cas pour l'îlot d'intégrité santé qui devrait accompagner la dynamique locale par une intégration et accélération des réformes dans ce secteur (code de conflit d'intérêt, gouvernance hospitalière, organisation du circuit des médicaments, etc.)

Budget:

Le budget du projet au titre de l'année 2018 a été de 1 096 836 USD. Les dépenses au cours de la période considérée se sont élevées à 828 933 USD, soit un taux de déboursement de 75,6%.

II- Résultats détaillés

- ❖ **Output 1 : Les capacités, l'efficacité et le rôle de coordination de l'INLUCC sont renforcés pour lui permettre d'exercer efficacement ses compétences dans l'implémentation de la stratégie nationale de lutte contre la Corruption**

Indicateurs	Données de référence	Cibles annuelles	Résultat à la date du rapport
1.1 Nombre d'outils organisationnels développés et mis en place au profit de l'INLUCC.	1.1- 3	1.1- 10	<p>1.1 Dix (10) outils organisationnels ont été développés au profit de l'INLUCC, dont sept (07) en 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un (01) plan de communication pour l'année 2018. - Un (01) rapport annuel pour l'année 2017. - Fiches de postes de l'équipe de communication élaborés. - Un (01) mécanisme et une matrice de coordination des Partenaires Techniques et Financiers intervenants dans la Stratégie Nationale de Bonne Gouvernance et de la Lutte contre la corruption. - Un (01) média planning - Un (01) manuel sur la déclaration du patrimoine et des intérêts - Un (01) site web en langue arabe, française et anglaise développé et encours de certification
1.2 Nombre d'institutions et de cadres disposant de compétences et d'outils pour analyser les risques de corruption.	1.2- 19	1.2- 41	<p>1.2 Quarante et un (41) cadres ont bénéficié d'un renforcement des compétences, dont 22 en 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Douze (12) cadres de l'INLUCC ont bénéficié d'un renforcement de capacités en matière d'analyse de risques de corruption au niveau sectoriel (santé, douane, municipalités, forces de sécurité intérieure). - Dix (10) membres de l'INLUCC formés sur les techniques de communication.
1.3 Nombre d'analyses et d'études de faisabilité engagées pour des structures de recherche et d'action locales affiliées à l'INLUCC	1.3- 2	1.3- 4	<p>1.3 Au total 4 études et analyses ont été élaborées, dont deux (02) en 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une (01) étude des besoins et plan de renforcement des compétences des divers intervenants dans la chaîne de lutte contre la corruption. - Un (01) recueil de la jurisprudence en matière de lutte contre la corruption.

1.1 Renforcer les capacités de l'INLUCC en matière d'identification des risques de corruption et des défis d'intégrité dans des secteurs vulnérables et identifier les mesures de mitigation associées

Durant l'année 2018, les efforts du projets se sont concentrés sur trois axes d'intervention visant à renforcer les capacités, l'efficacité et le rôle de coordination de l'INLUCC pour la mise en œuvre de la SNBGLCC et de l'approche sectorielle en matière de lutte contre la corruption : (i) le renforcement des compétences des cadres de l'INLUCC pour l'analyse des risques de corruption dans les secteurs partenaires des îlots d'intégrité, (ii) l'élaboration d'outils organisationnels et communicationnels et (iii) l'appui au rôle de coordination.

Douze (12) membres de l'INLUCC relevant des équipes d'investigation en matière d'analyse des risques de corruption dans les secteurs de la santé, de la douane, des municipalités et des FSI, ont approfondi leurs connaissances et renforcées leurs capacités en matière d'évaluations des risques de corruption au niveau sectoriel et d'élaboration des mesures de mitigations associées des îlots d'intégrité. A travers des ateliers pratiques, participatifs, réunissant experts, praticiens de chaque secteurs et équipes de l'INLUCC, ainsi qu'à travers deux voyages d'études spécifiques portant sur le renforcement de la redevabilité des constructions publiques des municipalités et déontologie des FSI, organisés par le projet. L'assimilation et la maîtrise des spécificités de chaque secteur, et la construction de langages communs et d'outils communs entre les secteurs étudiés et les équipes de l'INLUCC ont été atteints.

L'élaboration d'un (01) plan de communication annuel (2018) selon un processus dynamique et participatif, capitalisant sur le renforcement de capacités précédemment fourni en matière de communication, a été réalisé dans le cadre de l'appui organisationnel à l'INLUCC. Davantage de visibilité aux actions entreprises par l'INLUCC, d'information sur la lutte contre la corruption, le mandat de l'INLUCC, ses partenaires, ses activités et ses résultats, et de sensibilisation des acteurs impliqués dans la lutte contre la corruption ont été réalisés à travers la mise en œuvre de ce plan de communication. Également, les concepts de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption ont été vulgarisés et l'adhésion des différentes cibles aux efforts fournis par l'INLUCC dans le processus de lutte contre la corruption a été atteinte, tout en assurant un changement des comportements. La communication sur cette thématique complexe et sensible, considérée comme primordiale par les citoyens, les décideurs et les partenaires de la Tunisie, nécessitant une forte adhésion de l'opinion publique et faisant face à un fort intérêt et constantes sollicitations des médias a ainsi été mieux encadrée. Plus spécifiquement, la visibilité de l'INLUCC auprès des donateurs a été assurée, les efforts des différents partenaires et acteurs (PNUD, KOICA, acteurs gouvernementaux, société civile, médias et donateurs) ont été valorisés, la synergie entre les différentes parties prenantes a été améliorée et diverses campagnes de sensibilisation ont été organisées (evidence # 1).

Des fiches de postes pour l'équipe de communication de l'INLUCC ont été élaborées dans le cadre de la mise en œuvre de ce plan. Un audit du département communication a été réalisé et a abouti à une série de propositions visant à réorganiser le département communication et à l'élaboration de ces fiches (evidence #2). Également dans ce cadre, dix (10) membres de l'INLUCC ont été formés sur les techniques de communication, à travers trois sessions de formation qui ont été organisées le 18,19 et 21 septembre portant sur les thèmes du management de la communication, les relations presse et le média training. Les formations ont abordé des thèmes essentiels pour l'INLUCC (notoriété, réputation, conception et mise en œuvre d'outils de relations presse, communication avec les médias, conférence de presse, entretien télévisuel, etc.) et ont employé des techniques innovantes privilégiant l'aspect pratique à travers l'organisation d'exercices de simulation et l'élaboration d'outils organisationnels (plan de communication) et pratiques (dossier de presse type, communiqué de presse type, brochures de communication, etc.) (evidence #3).

Egalement, parmi les outils organisationnels de l'INLUCC, le rapport annuel pour l'année 2017 a été élaboré (evidence #4). Ce rapport, qui constitue un outil de redevabilité et de transparence important de l'instance, a été remis par le Président de l'Instance à la Présidence de la République, la Présidence du Gouvernement, et à la Présidence de l'Assemblée des Représentants du Peuple, en vue d'être discuté en commission parlementaire⁵. Il a fait l'objet d'une présentation publique dans le cadre d'une conférence de presse couverte par 25 journalistes de différents médias nationaux et internationaux, ayant été suivie par plus de 50 articles au niveau de la presse écrite et électronique ainsi que plus de 12 reportages télévisés dans des médias nationaux et internationaux et plus de 8 passages dans les plateaux télé et radio, en plus des interventions téléphoniques avec les radios locales et régionales. Le rapport a également été publié sur le site de l'INLUCC. Il apporte des clarifications sur l'Instance, son organisation, ses ressources et ses activités. De même, ce rapport offre des informations sur le cadre juridique de la lutte contre la corruption ainsi que des données statistiques sur le phénomène de la corruption en Tunisie. Egalement, ce rapport contient des informations sur les investigations dans les affaires menées par l'INLUCC ainsi que des données sur les affaires transmises à la justice et formule 163 recommandations de l'INLUCC à l'ensemble des institutions publiques, des pouvoirs en place, des secteurs publics et des acteurs de la société civile et des médias, en vue de renforcer le cadre de la lutte contre la corruption en Tunisie.

Par ailleurs, un nouveau site web de l'INLUCC en langues arabe, française et anglaise a été développé, permettant une meilleure visibilité des activités, ressources et mémoire institutionnelles de l'INLUCC, une meilleure information des citoyens et du public, et la dénonciation de corruption et déclaration de patrimoines et d'intérêts en-ligne (evidence#5). Egalement, pour les besoins de l'opérationnalisation de la nouvelle loi sur la déclaration du patrimoine et des intérêts, un manuel sur la déclaration du patrimoine et des intérêts a été élaboré et deux spots radio et en 2D sur la déclaration du patrimoine et des intérêts ont été développés (evidence#6).

De même, la coordination entre les partenaires internationaux de l'INLUCC a été assurée en vue d'une meilleure gestion de l'aide en matière de bonne gouvernance et lutte contre la corruption par l'élaboration d'une matrice des intervenants dans l'appui des diverses parties prenantes dans la SNBGLCC. Cette matrice élaborée en concertation avec (11) partenaires internationaux (Banque Mondiale, Banque Africaine de Développement OCDE, KOICA, Conseil de l'Europe, l'Union Européenne, l'ambassade de France, l'ambassade d'Espagne, l'USAID, etc...), constitue un outil organisationnel qui recense les appuis accordés à la Tunisie par ses partenaires techniques et financiers, et permet de coordonner les interventions, d'identifier les synergies potentielles entre les différents partenaires et d'éviter les redondances (evidence #7).

Aussi, le rôle et les capacités de coordination de l'INLUCC dans le cadre de la mise en œuvre Stratégie Nationale de Bonne Gouvernance et de Lutte contre la Corruption ont été renforcés avec l'organisation du 3^{ème} Congrès National de lutte contre la corruption les 8 et 9 décembre 2018, réalisée avec l'appui du projet. Ce congrès a connu la participation de plus de 600 participants dont des personnalités de haut niveau à l'instar du Chef du Gouvernement et du Président de l'Assemblée des Représentants du Peuple, 5 ministres, 20 ministères, 7 membres de l'ARP, 5 instances indépendantes, 3 gouvernorats, 9 représentants d'ambassades, 9 partenaires techniques et financiers, 14 entreprises et établissements publics, 14 municipalités, 5 magistrats, 1 parti politique, 70 ONGs, 16 universitaires et 50 journalistes. Les débats et rencontres dans ce cadre ont permis de :

- Faire le point sur la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Bonne Gouvernance et de Lutte Contre la Corruption et de l'état d'avancement de son Plan d'action opérationnel (2017-2018), afin d'en tirer les principales leçons apprises et de formuler les recommandations pertinentes pour l'élaboration du second Plan d'action 2019-2020. Dans ce cadre également, à l'occasion de ce Congrès, un rapport sur l'état d'avancement des initiatives stratégiques du plan d'action 2017-2018 a été élaboré et présenté. Ce rapport présente l'état de mise en œuvre des 16 initiatives stratégiques du plan d'action 2017-2018 (evidence #8).

⁵ Conformément aux dispositions du décret-moi 120-2011 relatif à l'INLUCC

- Présenter le bilan du renforcement cadre légal et réglementaire de la lutte contre la corruption après deux années de mise en œuvre des lois les plus importantes en la matière ;
- Identifier les leviers de renforcement de l'intégrité et la lutte contre la corruption dans un contexte de décentralisation ;
- Présenter les résultats et les avancées réalisés au niveau des îlots d'intégrité (santé, douane, municipalités, police) et des premières leçons apprises de l'expérience encourue de mise en œuvre de ces îlots ;
- Présenter les meilleures pratiques institutionnelles et juridiques sur le plan international en matière de lutte contre la corruption ;
- Promouvoir les partenariats tant au niveau national, entre instances, institutions et organisations, qu'au niveau international, entre partenaires techniques et financiers et instances sœurs.
- Mobiliser et associer la société civile, les médias, les étudiants, les fonctionnaires, les élus et toutes les parties prenantes dans la mobilisation des efforts nationaux en matière de lutte contre la corruption.

A cette occasion, une coalition des Femmes Tunisiennes pour la Lutte Contre la Corruption a été constituée et une charte signée à cet effet par une centaine d'OSC et de personnalités engagées, une rencontre d'étudiants de 5 universités tunisiennes a été organisée par le réseau arabe Universités Contre la Corruption, et des conventions de partenariats ont été signées entre l'INLUCC, et respectivement le Conseil du Marché Financier, la Municipalité de l'Ariana et l'Union des Femmes Tunisiennes.

Les leçons apprises et les recommandations pour les prochaines étapes ont été synthétisées dans le rapport du Congrès. Ce rapport dresse un bilan des efforts fournis par toutes les parties prenantes en matière de lutte contre la corruption, les résultats des discussions des panels techniques et comporte des propositions pour les actions à entreprendre en la matière dans le futur, notamment dans le cadre du nouveau Plan d'action 2019-2020 de la SNBGLCC (evidence #9).

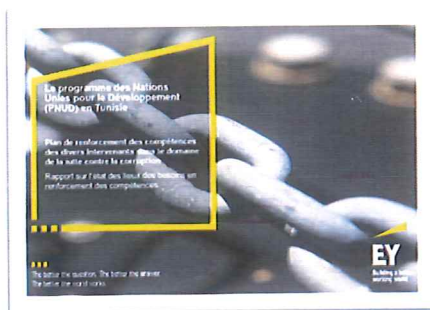
1.2 Appuyer la mise en place d'un Centre de Recherche de l'INLUCC

Dans le cadre de cette composante, deux (02) analyses et études de nature à enrichir les produits de connaissance du CEFIC, le Centre de Formation, Information et Communication de l'INLUCC et de contribuer à son opérationnalisation, ont été réalisées. A cet égard, un plan de renforcement des compétences des divers intervenants dans la chaîne de lutte contre la corruption a été élaboré (evidence#10). Ce rapport a identifié les principaux intervenants dans la chaîne de valeur de la lutte contre la corruption (ARP, Cellules ministérielles, INLUCC, CSM, OSC, médias, etc..) et priorisé trois parties prenantes (Pôle Judiciaire Economique et Financier, Brigades économiques du Ministère de l'intérieur, Corps de Contrôle Général de l'État) qui bénéficieront de la première vague de renforcement des capacités.

Par ailleurs, ce rapport a établi les fiches descriptives des trois parties priorisées et le profil de leurs agents ainsi qu'il a dressé un inventaire de leurs besoins en formation et un état des lieux des formations existantes. L'élaboration de ce rapport et sa validation s'est faite suivant une méthodologie participative impliquant les parties prenantes lors de trois ateliers organisés à Tunis en février, mars puis juin. La tenue de ces ateliers a également permis d'identifier des outils de mobilisation des ressources et d'une démarche de pérennisation du dispositif de renforcement des capacités. Cette étude constitue un cadre exhaustif et complet permettant aux parties prenantes de mobiliser des ressources pour la mise en œuvre ce plan de renforcement, ainsi que d'identifier des modules de formations à mettre en œuvre par d'autres projets et partenaires, répondant aux besoins spécifiques.

Egalement, un (01) recueil de jurisprudence en matière de lutte contre la corruption a été édité (evidence #11). Ce recueil a permis de constituer une base de données des jugements et arrêts prononcés en Tunisie durant les trois dernières décennies par les juridictions judiciaires et le tribunal administratif, ce qui est de nature à faciliter les travaux de recherche académique en matière de lutte contre la corruption. Ce produit de connaissance présentera également un intérêt pour les magistrats et les juristes en général pour définir les éléments constitutifs des infractions de corruption et de blanchiment d'argent, et apporte ainsi un éclairage sur la mise en application des

textes juridique en la matière, leurs lacunes et les définitions des concepts clés. Ce recueil, ainsi que la compilation des études sur la lutte contre la corruption élaborée en 2017 et mise à jour en 2018, ont été diffusés auprès des participant(e)s du 3^{ème} Congrès National de lutte contre la corruption en décembre.



Photos 2 et 3 : Plan de renforcement des compétences des divers intervenants dans le domaine de la lutte contre la corruption & Réunion de coordination des partenaires techniques et financiers

❖ **Output 2 : Le cadre légal et institutionnel de la lutte contre la corruption sera défini selon les meilleures pratiques internationales et les besoins à l'échelle nationale et régionale**

Indicateurs	Données de référence	Cibles annuelles	Résultat à la date du rapport
2.1 Nombre de projets de textes d'application des lois sur la lutte contre la corruption élaborés et transmis au Gouvernement.	2.1- 3	2.1 - 6	<ul style="list-style-type: none"> 2.1 Six (06) projets de textes d'application ont été élaborés dont en 2018 : <ul style="list-style-type: none"> (03) Trois projets de textes d'application du projet de loi sur la déclaration de patrimoine et la lutte contre l'enrichissement illicite et les conflits d'intérêt des agents publics ont été élaborés.
2.2 Nombre de recommandations dégagées du mécanisme d'apprentissage par les pairs et des résultats de la consultation.	2.2- 11	2.2 - 28	<ul style="list-style-type: none"> 2.2 Vingt-huit (28) recommandations dégagées du mécanisme d'apprentissage par les pairs et des résultats de la consultation, dont en 2018 : <ul style="list-style-type: none"> (17) Dix-sept recommandations d'amélioration du projet de loi sur la déclaration du patrimoine et d'intérêts et la lutte contre le conflit d'intérêt et l'enrichissement illicite ont été dégagées et transmises aux membres de l'ARP.
2.3 Nombre d'organisations et d'institutions associées aux consultations et aux ateliers de dissémination en rapport avec le cadre légal et institutionnel de la lutte contre la corruption.	2.3 – 30	2.3 - 57	<ul style="list-style-type: none"> 2.3 Cinquante-sept (57) organisations et institutions associées aux consultations et aux ateliers de dissémination en rapport avec le cadre légal et institutionnel de la lutte contre la corruption, dont en 2018 :

Indicateurs	Données de référence	Cibles annuelles	Résultat à la date du rapport
2.4 Nombre d'institutions et de cadres bénéficiant de visites d'études.			Seize (16) institutions et organisations ont participé à l'atelier parlementaire sur le projet de loi sur la déclaration de patrimoine et d'intérêts. (11) Onze institutions ayant participé à la réunion de concertation sur l'opérationnalisation de la loi sur la déclaration de patrimoine et d'intérêts et la préparation des décrets d'application
2.5 Taux de prise en compte des recommandations dégagées lors des mécanismes de dialogue et de concertation pour la finalisation du cadre légal et institutionnel.	2.4 - 6	2.4-9	<ul style="list-style-type: none"> Trois (3) cadres de l'INLUCC ont bénéficié en 2018 de visites d'études pour le renforcement des mécanismes de redevabilité des ilots municipalités et sécurité
	2.5 - 0	2.5 – 45%	<ul style="list-style-type: none"> 2.5 45% des recommandations dégagées par l'atelier parlementaire sur le projet de loi sur la déclaration de patrimoine et d'intérêts sur des points de divergence ont été prises en compte.

Dans le cadre de cette composante, (17) Dix-sept recommandations d'amélioration du projet de loi sur la déclaration du patrimoine et d'intérêts et la lutte contre le conflit d'intérêt et l'enrichissement illicite ont été dégagées et transmises aux membres de l'ARP et intégrées dans le rapport de la commission parlementaire en charge du projet de loi. Ces recommandations ont été élaborées suite à l'organisation d'un atelier parlementaire impliquant 55 hauts cadres ainsi que des experts nationaux et internationaux (dont 40% de femmes) représentant 16 institutions et organisations (ARP, INLUCC, Cour des comptes, l'Académie parlementaire, Présidence du Gouvernement et Ministères, OSCs, PNUD, KOICA, GIZ). 45% des recommandations dégagées par l'atelier parlementaire sur le projet de loi sur la déclaration de patrimoine et d'intérêts sur des points de divergence ont été prises en compte dans le texte final de la loi 46-2018 promulgué (evidence #12).

Egalement, trois (03) projets de textes d'application relatifs au projet de loi sur la déclaration du patrimoine et d'intérêts et la lutte contre le conflit d'intérêt et l'enrichissement illicite ont été élaborés et transmis par le projet aux parties prenantes. Il s'agit de trois projets de décrets gouvernementaux relatifs respectivement aux (1) modèle de déclaration de patrimoine et d'intérêts, (2) modèle de publication par l'INLUCC de données contenues dans les déclarations de patrimoine et d'intérêts ainsi qu'(3) au régime juridique des cadeaux (evidence #13).

Par ailleurs, l'opérationnalisation dans les délais légaux de la loi sur la déclaration de patrimoine et d'intérêts et de la lutte contre l'enrichissement illicite et le conflit d'intérêt et à l'adoption de son premier décret d'application a été appuyée. En effet, le projet a appuyé l'INLUCC dans l'organisation et la coordination d'une réunion de coordination, d'opérationnalisation de cette loi et d'élaboration d'une stratégie commune de son opérationnalisation impliquant 11 institutions (evidence#14).

Un avis d'expert sur le projet du premier décret d'application de la loi a également été élaboré et transmis. Cet avis a permis de présenter les observations des experts du projet redevabilité publique sur le projet de décret fixant

le modèle de déclaration de patrimoine et d'intérêts de la loi sur la déclaration du patrimoine et d'intérêts et de la lutte contre l'enrichissement illicite et les conflits d'intérêts. Les observations de l'avis portent notamment sur le seuil de déclaration des cadeaux, le seuil de déclaration des liquidités, la question des valeurs mobilières, etc. (evidence#15).

Le contenu de la loi sur la déclaration de patrimoine et des intérêts, et de lutte contre l'enrichissement illicite et le conflit d'intérêts a été disséminé et les partenaires des îlots d'intégrité de la douane, santé, forces de sécurité intérieure et des conseils municipaux ainsi que les OSC et média de Jerba et de la région de Médenine y ont été sensibilisés. Dans ce cadre, 80 cadres des institutions et organismes cités ont participé à l'atelier régional de sensibilisation et dissémination de la loi organisé par le projet à Jerba, , au cours duquel 46 déclarations de patrimoines et d'intérêts ont été effectuées, et ce avant que la plateforme électronique de déclaration ne soit lancée par l'INLUCC (evidence #16). Egalement, 1000 déclarations de patrimoines et d'intérêts recueillis à travers l'appui à l'organisation par l'INLUCC de 5 ateliers régionaux de sensibilisation et dissémination de la loi à Sfax, Kairouan, Gabes, Tataouine et Kebili.

Également, trois (3) guides de formation, de suivi et évaluation du Code de Conduite et de Déontologie des Agents Publics⁶ et de gestion des ressources humaines dans le secteur public selon les valeurs du ont été élaborés afin de mieux disséminer le contenu du Code de Conduite qui reste largement méconnu des agents publics depuis sa promulgation en 2014 (evidence #18). Les consultations à l'occasion de l'élaboration et discussion de projets ces produits de connaissance auprès des cellules de bonne gouvernance au sein des ministères, ont permis aux Services de Gouvernance auprès de la Présidence du Gouvernement, en partenariat avec l'INLUCC, d'élaborer un plan de la diffusion et la formation à partir de ces guides.

Enfin, un avis d'expert technique a été présenté auprès de l'INLUCC et du ministère des affaires locales et de l'environnement sur les mécanismes de renforcement de l'intégrité, de la transparence et de la redevabilité au niveau du projet du Code des Collectivités Locales adopté en mai 2018 (évidence #18).



Photos 4 et 6 : Atelier de concertation autour du projet de loi sur la déclaration du patrimoine et la lutte contre le conflit d'intérêt et l'enrichissement illicite dans le secteur public, Académie parlementaire 1^{er} juin 2018 et Sensibilisation et assistance à la déclaration de patrimoine et d'intérêts au profit d'un douanier

⁶ Prévu par le décret 2014-4030 en 2014

❖ **Output 3 : Les mécanismes de redevabilité des forces intérieures de sécurité sont renforcés afin de réduire les risques de corruption et améliorer la confiance des citoyens**

Indicateurs	Données de référence	Cibles annuelles	Résultat à la date du rapport
<p>3.1. Nombre d'agents des forces de sécurité intérieure disposant de connaissances relatives à la mise en œuvre du code de conduite des FSI.</p> <p>3.2 %de conformité des sites pilotes aux normes « qualité / intégrité » inspirées de la démarche ISO 37001.</p> <p>3.3 % de citoyens dans les zones pilotes qui considèrent qu'il est facile et/ou utile de mener une enquête sur la mauvaise conduite d'un agent FSI au cours des 12 derniers mois dans les zones cibles.</p> <p>3.4 Taux d'exécution du plan d'action visant à renforcer l'intégrité dans les postes de police pilotes</p>	<p>3.1- 0</p> <p>3.2- A déterminer</p> <p>3.3 – A déterminer</p> <p>3.4-0</p>	<p>3.1-318</p> <p>3.2- N/A</p> <p>3.3- N/A</p> <p>3.4- 0%</p>	<p>3.1 318 agents des forces de sécurité intérieure disposant de connaissances relatives à la mise en œuvre du code de conduite des FSI, dont en 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 210 membres des FSI opérant sur le terrain dans les régions du Nord-Ouest, Centre et Sud opérant sur le terrain à l'échelle régionale et locale impliqués dans l'élaboration du code de conduite des FSI appliqué aux axes de l'intégrité, la transparence et la redevabilité ont été consultés sur le projet de Code de Conduite Appliqué aux axes d'intégrité, redevabilité et de transparence. - 60 représentants des FSI sensibilisés et consultés sur l'évaluation des risques de corruption dans les postes pilotes. - 24 membres du Comité de Pilotage du Code de Conduite Appliqué aux axes d'intégrité, redevabilité et transparence du Ministère de l'Intérieur et de l'INLUCC ont participé à une visite d'étude en Roumanie pour le partage de l'expérience en matière de mécanismes de renforcement de l'intégrité dans les FSI • Elaboration et approbation de la note de cadrage et du planning de l'exécution des différentes activités planifiées pour l'ilot sécurité. • Formulation de propositions d'amélioration du Code de conduite des forces de sécurité intérieure appliqué aux axes de l'intégrité, la transparence et la redevabilité. • Le contenu du Code de conduite des FSI a été disséminé auprès de 24 agents des Forces de Sécurité Intérieure et de 32 membres de la société civile. • Le projet de code de conduite a été amélioré prenant en compte plus de 14 recommandations émanant des participants. <p>3.2 ND</p> <p>3.3 ND</p> <p>3.4 0%</p>

3.1 Supporter la mise en œuvre d'un Code de Conduite Opérationnel des Forces de Sécurité Intérieure

Durant la période couverte par le rapport, 210 membres des FSI ont été consultés sur le contenu du projet de Code de Conduite Appliqué aux axes d'intégrité, redevabilité et de transparence et ont pris connaissance de son contenu.

Ces membres des FSI opérant sur le terrain dans les régions du Nord-Ouest, Centre et Sud qui ont pu présenter et discuter des cas et dispositions nécessaires pour ces axes. Pour les besoins de cette consultation, le projet a organisé trois ateliers régionaux à Tabarka, Kairouan et Jerba qui ont permis de mettre en exergue auprès de ces participants les différentes dispositions de ce projet de Code de conduite et de recueillir leurs impressions et propositions d'améliorations, à travers 6 groupes de travail portant sur les thématiques de (i) les principes d'intégrité, (ii) les relations dans le cadre du travail (iii) l'abus de pouvoir et la gestion des biens et équipements communs, (iv) le secret professionnel, la protection des données personnelles et l'accès à l'information, (v) les cadeaux et (vi) les conflits d'intérêts (evidence #19). Les participants à ces ateliers ont été 69% à considérer bonne et excellente la réponse des ateliers à leurs attentes et 79% à juger bien et excellentes les connaissances acquises lors de ces ateliers.

Egalement, les capacités des 24 membres du Comité de Pilotage du Code de Conduite Appliqué aux axes d'intégrité, redevabilité et transparence du Ministère de l'Intérieur et de l'INLUCC ont été renforcées à travers leur participation à une visite d'étude en Roumanie pour le partage de l'expérience en matière de mécanismes de renforcement de l'intégrité dans les FSI à travers la prise de connaissance des différentes expériences de la Direction Générale anticorruption relevant du Ministère de l'Intérieur, de l'Agence Nationale de La Lutte Contre la Corruption, de la Direction Nationale Anticorruption ainsi que l'académie de police de Bucarest (evidence #20).

3.2 Renforcer les capacités du ministère en matière de promotion de la gouvernance au niveau des FSI à l'échelle locale

Dans le cadre de cette composante, le renforcement de l'intégrité dans 4 postes pilotes de la Police et de la Garde Nationale a été lancée à travers une évaluation des risques de corruption au niveau de ces postes pilotes entamée. A cet effet, 60 représentants des forces de sécurité intérieure opérant dans les 4 postes pilotes ont été sensibilisés sur l'évaluation des risques de corruption dans ces postes pilotes.

Les représentants impliqués ont pris connaissance de l'approche préconisée et des résultats attendus de l'évaluation des risques de corruption dans leur 4 postes pilotes. Par ailleurs, une réflexion préliminaire sur les principaux risques de corruption dans les différents volets du travail sécuritaire au niveau des postes pilotes ainsi qu'une identification des actions prioritaires à entreprendre dans le cadre du projet ont été opérés (evidence #21).



Photos 6 et 7 : Atelier régional participatif autour de l'élaboration du Code de conduite appliqué des forces de sécurité intérieure.

❖ **Output 4 : Les mécanismes de redevabilité des municipalités sont renforcés afin de réduire les risques de corruption et améliorer la confiance des citoyens**

Indicateurs	Données de référence	Cibles annuelles	Résultat à la date du rapport
4.1 % de personnes déclarant avoir pratiqué/subi un acte de corruption de la part d'un agent municipal au cours des 12 derniers mois dans les zones cibles.	4.1 : A déterminer	4.1 : 9,4%	4.1 Une (01) enquête de perception de la corruption auprès des citoyens des 03 communes de Jerba a été réalisée. 9,4% des interrogés disent avoir été victimes de corruption dans les services municipaux
4.2 Taux d'exécution du plan d'action visant à renforcer l'intégrité dans les municipalités pilotes.	4.2 : 0	4.2 : 10%	4.2 <ul style="list-style-type: none"> • Un (01) diagnostic institutionnel et organisationnel consolidé des risques de corruption des 3 municipalités a été finalisé. • Trois (03) plans actions opérationnels pour renforcer l'intégrité, les mécanismes de transparence et de redevabilité, la participation citoyenne et les capacités des différentes parties prenantes au niveau des 3 municipalités ont été élaborés. • Mise en œuvre des plans d'actions entamée à hauteur de 10%, à travers la modernisation et informatisation des services municipaux des trois municipalités : <ul style="list-style-type: none"> - Intranet, Gestion du parc roulant et gestion des biens mobiliers - Renforcement des capacités des 30 agents au niveau des 3 municipalités pour l'utilisation des services informatisés - Renforcement de capacité des 45 agents et membres des conseils municipaux en matière de dispositifs légaux de lutte contre la corruption et l'accès à l'information. • Une étude de faisabilité de la mise en place du CCS au niveau des trois municipalités a été réalisée. • Dissémination et identification du processus de faisabilité d'une solution pour la gestion des travaux publics, inspirée du Clean Construction System de la municipalité de Séoul et étude de faisabilité réalisées.
4.3 % de conformité des municipalités pilotes aux normes « qualité / intégrité » inspirées de la démarche ISO 37001.	4.3 : A déterminer	4.3 : ND	
4.4 % de citoyens dans les localités pilotes qui considèrent qu'il est facile et/ou utile de mener une enquête sur la mauvaise conduite d'un agent municipal.	4.4 : A déterminer	4.4 : 29,4%	4.3 non disponible 4.4 29,4% des répondants pensent qu'il est facile de mener des enquêtes de corruption

4.1 Renforcer les capacités en matière de Gouvernance au niveau des municipalités pilotes

Lors de la période couverte par le rapport, un (01) diagnostic institutionnel et une (1) enquête de perception de la corruption auprès des citoyens de trois (3) communes de Jerba ont été réalisées. L'enquête de perception citoyenne a permis de mesurer les perceptions des citoyens des 3 municipalités de l'Île de Jerba et de suivre les éventuelles

évolutions suite à l'investiture de nouveaux conseils municipaux élus lors des premières élections locales indépendantes de l'histoire du pays tenues en mai 2018. Cette enquête a permis de dresser un état des lieux de la corruption, ses causes et ses déterminants dans l'île de Jerba ainsi que d'apporter des recommandations à ce sujet. Notamment cette étude a révélé que l'ampleur moyenne de la corruption dans l'Île est d'au moins 4,5 points (sur une échelle de 10). De même, les jeunes de moins de 40 ans ont tendance à augmenter l'ampleur de la corruption dans l'Île de Djerba de 0,3 point par rapport à la moyenne. Concernant la situation géographique, la concentration dans les centres-villes de Houmet-Souk et de Midoun semble augmenter l'ampleur de la corruption d'au moins un demi-point par rapport aux autres arrondissements municipaux. Aussi, le fait de posséder des équipements, notamment un logement, contribue à une augmentation de la corruption d'au moins 0,5 point (evidence #22).

Trois plans actions opérationnels pour renforcer l'intégrité, les mécanismes de transparence et de redevabilité, la participation citoyenne et les capacités au niveau des 3 municipalités de Jerba, portant sur un total de 50 actions ont été élaborés, dans le cadre d'un atelier participatif avec les parties prenantes au sein des municipalités, à partir des résultats et recommandations des diagnostics et enquête. (evidence #23).

Les efforts du projet, le fort engagement des partenaires principaux, tant l'INLUCC, que le ministère des affaires locales et l'environnement (MALEV), que les Services du Gouvernance auprès de la Présidence du Gouvernement et les Présidents des Conseils Municipaux, et la dynamique créée par les ilots d'intégrité, a permis une mobilisation des partenaires en vue d'une mutualisation des ressources autour des plans d'actions. Ainsi, le MALEV a intégré les 3 municipalités de Jerba dans presque tous les projets pilotes de partenariats, notamment ceux qui visent à développer des applications et solutions identifiées dans le plan d'action, susceptibles de réduire les risques de corruption.

La mise en œuvre de ces plans d'actions a démarré à travers :

- La modernisation et informatisation des services municipaux des trois municipalités, au niveau de l'Intranet, la gestion du parc roulant et la gestion des biens mobiliers,
- Renforcement des capacités des 30 agents au niveau des 3 municipalités pour l'utilisation des services informatisés. De même, le plan de renforcement de capacités des conseillers municipaux et cadres et agents administratifs des 3 municipalités a été entamé avec des actions portant
- Renforcement de capacité des 45 agents et membres des conseils municipaux en matière de dispositifs légaux de lutte contre la corruption et l'accès à l'information.

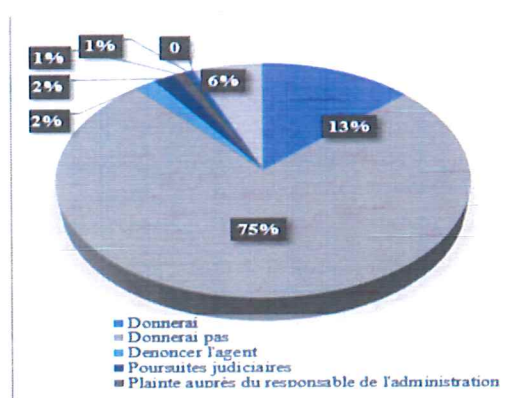
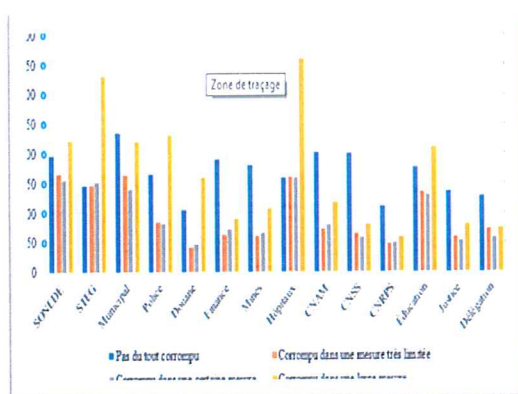


Photo 6 et 7 : Niveau d'implication des services dans la corruption & Réaction face à un acte de corruption

Les capacités de 12 cadres (dont 4 femmes) relevant des trois municipalités en matière de techniques et procédures des achats publics en ligne ont également été renforcées. Ce renforcement des capacités s'inscrit dans le cadre de la mise en place du système TUNEPS permettant de renforcer la transparence et la redevabilité au niveau des processus des achats publics en ligne et de renforcer les capacités des cadres des trois municipalités ainsi que des acheteurs publics et privés, et ce à travers l'organisation d'une deuxième session de formation permettant de maîtriser les divers aspects de l'application pour une opérationnalisation rapide (evidence #24).

L'ensemble de ces efforts a permis à la Municipalité d'Ajim de lancer sa première consultation en ligne pour devenir la première municipalité en Tunisie à appliquer le système TUNEPS, avant même la publication du décret du Président du Gouvernement que le rend obligatoire aux municipalités à partir de septembre 2019 (evidence #25).

Par ailleurs, les efforts du projet ont permis de renforcer les efforts de mise en place d'outils technologiques visant à consolider la transparence et lutter contre la corruption dans le secteur des municipalités en s'appuyant sur la coopération entre la Tunisie et la Corée du Sud, avec l'appui de UNDP Séoul Policy Center.

A cet égard un mémorandum d'entente pour des échanges amicaux et de coopération a été conclu entre le Ministère des Affaires Locales et de l'Environnement, l'Instance Nationale de Lutte Contre la Corruption et la Mairie de Séoul (evidence #26), et ce suite à la tenue d'un webinar qui a réuni les cadres des ministères concernés, des municipalités et des OSC et qui a permis d'avoir une compréhension du Clean Construction System (CCS) et des outils similaires et/ou complémentaires. En vertu de ce mémorandum, les parties ont convenu de poursuivre leur coopération dans la programmation et l'évaluation des infrastructures publiques et dans le partage des composants pertinents du *Clean Construction System*. Également, les parties ont convenu de partager leurs politiques, lois et réglementations et expériences dans le développement de technologies opérationnelles dans le domaine de la gestion des infrastructures publiques. Il a également été convenu que la coopération entre les deux parties va prendre plusieurs formes (missions et réunions, échange d'informations et d'expériences, séminaires et workshops ainsi que toute autre forme de coopération convenue entre les parties).

Dans ce cadre, une visite d'étude pour le partage de l'expérience coréenne en matière de système de gestion des travaux publics Clean Construction System (CCS) a permis en septembre à six (06) représentants des institutions partenaires clés opérant sur la thématique (INLUCC, Services de la Gouvernance de la Présidence du Gouvernement, Ministère des Affaires Locales et de l'Environnement et Présidents des Conseils Municipaux de Jerba) de renforcer leurs capacités en matière de politiques et outils de redevabilité publique des municipalités. Les participants ont aussi eu l'opportunité d'échanger sur les bonnes pratiques en matière redevabilité, transparence et participation citoyenne à l'échelle municipales ainsi que de prévention de la corruption par l'analyse comparative des cas de mise en place du CCS dans d'autres pays. Cette visite a permis d'examiner les composantes du système CCS, son impact, les opportunités et les défis de sa mise en place et a créé une opportunité concrète de collaboration entre les institutions partenaires. La visite a permis de développer une feuille de route et des propositions pertinentes pour une mise en place effective et efficiente d'un système adapté au contexte tunisiens et aux trois municipalités de Jerba (evidence#27).

Une étude de faisabilité de la mise en place du CCS au niveau des trois municipalités a également été réalisée permettant de procéder à la revue et l'évaluation du cadre actuel des systèmes et dispositifs de suivi des travaux de construction publiques en Tunisie et à la compréhension approfondie du CCS, d'identifier les préalables pour la mise en œuvre dans les municipalités d'un système inspiré du CCS et les recommandations de son adaptabilité et qui a développé un processus à la fois participatif et technique pour la mise en place d'interfaces pour compléter les différentes composantes qui existent (evidence #28).



Photo 8 et 9: Atelier de partage du Seoul's Clean Construction System dans le cadre de la visite d'études & Opération blanche pour l'opérationnalisation du système TUNEPS dans les trois communes de Djerba, 21-23 mars 2018.

❖ **Output 5 : Les mécanismes de redevabilité des Douanes sont renforcés afin de réduire les risques de corruption et améliorer la confiance des citoyens**

Indicateurs	Données de référence	Cibles annuelles	Résultat à la date du rapport
5.1 % de personnes déclarant avoir pratiqué/subi un acte de corruption de la part d'un agent des douanes au cours des 12 derniers mois.	5.1 : A déterminer	5.1 : ND	<p><i>En l'absence d'études statistiques sur les données de référence et les cibles annuelles, les résultats concrets contribuant au produit 5 ont été les suivants :</i></p> <p>5.1 Non mesuré, sera mesuré lors de l'évaluation finale</p> <p>5.2 Diagnostic des trois sites de Ras Jédir et Direction des Régimes Douaniers élaborés</p> <p>5.2 Plans d'actions du site de Goulette Nord et Ras Jédir élaboré et validé et de la Direction des Régimes Douaniers élaboré.</p> <p>5.2 La mise en œuvre des plans d'action du site pilote de la Goulette Nord poursuivie à hauteur de 25% et de celui de Ras Jédir mis en œuvre à hauteur de 26%, particulièrement pour le projet par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La modernisation et l'informatisation des services à travers un appui en équipement informatique pour une traçabilité des données et des transactions - Le renforcement de la transparence par l'opérationnalisation des caméras de surveillance portées après l'octroi de l'autorisation de l'Instance de Protection des Données Personnelles à la Goulette Nord - La dématérialisation des services douaniers a été renforcée par la mise en place de 25 lecteurs de code à barres. - L'amélioration du cadre de travail des agents et de l'accueil des usagers à Ras Jédir. - La campagne de sensibilisation et d'information auprès des Tunisiens résidents à l'étranger des dispositifs de renforcement de l'intégrité et de lutte contre la corruption à la Goulette Nord. <p>5.3 Non mesuré</p> <p>5.4 Non mesuré, sera mesuré lors de l'évaluation finale</p>
5.2 Taux d'exécution du plan d'action visant à renforcer l'intégrité dans les centres douaniers pilotes.	5.2 : 0	5.2 : 18%	
5.3 % de conformité des sites douaniers pilotes aux normes « qualité / intégrité » inspirées de la démarche ISO 37001.	5.3 : A déterminer	5.3 : ND	
5.4 % d'usagers des sites douaniers pilotes qui considèrent qu'il est facile et/ou utile de mener une enquête sur la mauvaise conduite d'un agent des douanes.	5.4 : A déterminer	5.4 : ND	

5.1 Renforcer les capacités en matière de Gouvernance au niveau des centres douaniers pilotes (Ras Jedir, Port de la Goulette Nord et Direction des Régimes Douaniers)

A la suite de l'évaluation des risques de corruption qui a été élaborée et qui a permis d'analyser les pratiques corruptives et les risques/impact de la corruption, un plan d'actions pour le bureau douanier pilote Ras Jedir a été élaboré et validé. Ce plan qui couvre le contrôle des voyageurs, le contrôle des marchandises ainsi que le renforcement des capacités et l'amélioration du cadre de travail a été réalisé suivant une démarche participative impliquant toutes les parties prenantes. Ainsi, un Groupe de travail transversal composé de douaniers et des représentants des principaux acteurs et partenaires impliqués dans ce projet, a été constitué pour définir les principaux enjeux du passage à une gestion transparente du contrôle douanier, identifiés à l'issue d'analyses qualitative et quantitative, avec l'appui d'une expertise technique nationale et internationale. Des rencontres en table ronde ont ensuite été organisées pour permettre d'identifier les besoins et les attentes des usagers et du personnel des douanes en matière bonne gouvernance. Ces rencontres ont été appuyées par une consultation technique, au moyen d'audit, de questionnaires, d'analyses documentaires et statistiques qui ont dégagé une cartographie des principaux risques de corruption. Enfin, l'ensemble des acteurs impliqués ont été invités à proposer des pistes d'actions pour chacun des risques et enjeux identifiés (evidence#29).

Durant l'année 2018, la mise en œuvre du plan d'action du site de la Goulette Nord s'est poursuivie et celle du site de Ras Jedir a été opérée. Ainsi, à travers l'appropriation de la Direction Générale de la Douane tant à l'échelle centrale que locale et la dynamique par le projet avec les différentes parties prenantes, plusieurs actions ont été mises en œuvre. Ainsi, l'appui du projet a permis de contribuer à la modernisation et l'informatisation des services des deux sites, à travers un appui en équipement informatique, des outils pour une traçabilité des données et des transactions.

18 actions ont été mises en œuvre par l'ensemble des partenaires sur le site de la Goulette Nord, dans le cadre du plan d'action qui portait sur 72 actions au total (soit 25%). Le renforcement de la transparence par l'opérationnalisation des caméras de surveillance portées après l'octroi de l'autorisation de l'Instance de Protection des Données Personnelles a été réalisé par le projet (evidence#30). Egalement, la dématérialisation des services douaniers a été renforcée par la mise en place de 25 lecteurs de code à barres. Des actions de renforcement de la transparence et d'accès à l'information ont été déployées à travers des pancartes pour informer les voyageurs sur les procédures mises en place, notamment en matière d'effets personnels ont été affichées au départ et à l'arrivée. Une campagne de sensibilisation et de communication visant les voyageurs sur les navires en partance et à destination du Port de la Goulette Nord a été organisée dans ce cadre durant la période d'août et septembre, et a porté sur les mécanismes de renforcement de l'intégrité du site (evidence#31).

Pour le site de Ras Jedir, 17 actions ont été mises en œuvre par l'ensemble des partenaires dans le cadre du plan d'action qui en comporte 65 (soit 26%). L'apport du projet a permis l'amélioration du cadre de travail des agents et de l'accueil des usagers, tant au niveau de la capacité d'hébergement de l'effectif en appoint, que pour la recette des douanes, ainsi que l'informatisation, la numérisation et la traçabilité des devises.

L'Office des Frontières a mis en place des actions pour améliorer le cadre du travail des agents douaniers et prévenir la corruption conformément au plan d'action (mur de séparation entre marchandises et voyageurs, rétablissement des 20 boxes des agents douaniers). L'Office a également signé un contrat pour entamer les travaux au niveau du foyer des agents et a placé le site de Ras Jedir comme site prioritaire pour son budget 2019.

Durant le 3^{ème} trimestre, le processus de renforcement de l'intégrité au niveau du troisième site pilote de la Direction des Régimes Douaniers (DRD), site de haute importance qui concentre la quasi-totalité des procédures techniques en douane et autres procédures de facilitation, a également démarré. Ainsi, une mission de terrain a été réalisée par les experts les 10 et 11 août 2018 au sein de DRD et a permis d'analyser les données et d'élaborer un

questionnaire, qui sera suivi par une consultation et des Focus Groups avec le secteur privé (les commissionnaires et les opérateurs économiques). Le rapport préliminaire d'analyse des données au niveau du site de la Direction des Régimes Douaniers a été élaboré et analyse les facteurs corruptogènes, et les risques de corruption au niveau du site. Il recense également les procédures administratives concernant l'octroi et le suivi des régimes douaniers. Il analyse l'organisation et attributions de la DRD, le régime juridique et administratif qui lui est applicable, les procédures relatives aux régimes douaniers (procédure d'octroi d'un régime douanier économique, procédure de dédouanement dans le cadre d'un régime douanier (suspensif), procédure de contrôle des régimes douaniers (après enlèvement)) ainsi que la régularisation des régimes douaniers et les mesures de garantie (evidence #32).



Photos 10 et 11 : Elaboration du plan d'actions opérationnel du site douanier frontalier Ras El Jedir, Hammamet 1-3 février 2018 & Installation de lecteurs de code à barre.

❖ **Output 6 : Les mécanismes de redevabilité du secteur de la Santé sont renforcés afin de réduire les risques de corruption et améliorer la confiance des citoyens.**

Indicateurs	Données de référence	Cibles annuelles	Résultat à la date du rapport
6.1 % de personnes déclarant avoir pratiqué/subi un acte de corruption de la part d'un agent de la santé au cours des 12 derniers mois	6.1- A déterminer	6.1 : ND	<p><i>En l'absence d'études statistiques sur les données de référence et les cibles annuelles, les résultats concrets contribuant au produit 6 ont été les suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> 6.1 Non mesuré, sera mesuré lors de l'évaluation finale 6.2 25,5% 6.2 Une évaluation des risques de corruption dans la prestation des soins des services de santé et le circuit des médicaments intra et extra-hospitalier dans le secteur de la santé élaborée. 6.2 Diagnostic en matière de système d'information pour renforcer les mécanismes d'intégrité des prestations de soins de santé et du circuit des médicaments dans les 3 sites hospitaliers de Rabta, Jendouba et Jerba élaborés et validés 6.2 Evaluation des préalables à la mise en œuvre d'un système de comptabilité
6.2 Taux d'exécution du plan d'action visant à renforcer l'intégrité dans les hôpitaux pilotes.	6.2 : 0	6.2 : 25,5%	
6.3 % de conformité des hôpitaux pilotes aux normes « qualité / intégrité » inspirées de la démarche ISO 37001.	6.3 : A déterminer	6.3 : NA	
6.4 % d'usagers des hôpitaux pilotes retenus qui considèrent qu'il est facile et/ou utile de mener une enquête sur la mauvaise	6.4 : A déterminer	6.4 : ND	

Indicateurs	Données de référence	Cibles annuelles	Résultat à la date du rapport
conduite d'un agent des hôpitaux identifiés.			<p>analytique hospitalier dans les 3 sites hospitaliers réalisée</p> <ul style="list-style-type: none"> • 6.2 Plan de renforcement de capacités des gestionnaires des sites hospitaliers élaboré • 6.2 Trois (03) plans d'action pour la mise en œuvre des actions de renforcement de la redevabilité dans les hôpitaux de la Rabta, Jendouba et Djerba ont été développés et validés. • 6.2 Mise en œuvre des plans d'actions en système d'information et médico-économique sur les sites hospitaliers de Rabta et Jendouba entamée et celle de Jerba poursuivie, à travers : <ul style="list-style-type: none"> - Renforcement de l'égalité d'accès aux soins par l'acquisition de 2 systèmes de gestion de file d'attente au niveau de la Rabta et HR Jendouba - Renforcement de la traçabilité, l'identification des patients et l'imputation des prestations par l'acquisition de 4 imprimantes à badge pour l'identification des malades au profit des hôpitaux de Rabta et Jendouba - Renforcement de l'accès à l'information de l'Hôpital Régional de Djerba renforcée par le développement de son site web - Renforcement des capacités des cadres et agents hospitaliers des 3 sites à travers des vidéos tutorales pour l'utilisation du Dossier Médical Informatisé - Un plan de communication à l'hôpital régional de Jerba pour expliquer aux usagers et cadres les mécanismes de renforcement de l'intégrité mis en place. <p>6.3 Non mesuré 6.4 Non mesuré, sera mesuré lors de l'évaluation finale</p>

6.1 Renforcement des capacités en matière de Gouvernance au niveau du secteur de la Santé

L'évaluation approfondie des risques de corruption dans le secteur de la santé a été réalisée en 2018, plus exhaustive et générale, entamée avec l'appui du projet régional du PNUD, ACIAC. Une première évaluation des risques de corruption dans les services de santé a été opérée. Cette évaluation qui a été élaborée par la task force constituée entre représentants du ministère de la Santé et de l'INLUCC et experts du PNUD, dans l'évaluation et la gestion des risques de corruption dans les services de santé a défini une cartographie des risques de corruption dans les services de santé. Les points de décision liés à la gestion des services de santé sont répartis en fonction de l'évaluation de leur vulnérabilité ou de leur immunité contre la corruption (evidence #33).

Une deuxième évaluation sur les risques de corruption dans le secteur des médicaments et de distribution des médicaments dans les hôpitaux publics a également été élaborée. Cette évaluation, qui prend en compte les étapes

allant de la détermination des besoins au stockage et à la préservation des produits à la Pharmacie Centrale, a été élaborée par une équipe d'experts représentant l'INLUCC, la Direction de la pharmacie et des médicaments, de l'Hôpital Rabta, de la Pharmacie Centrale de Tunisie et de la société civile (evidence #34).

Egalement, l'une évaluation des risques de corruption dans le circuit des médicaments intra-hospitalier a été finalisée. Cette étude détaille le circuit des médicaments à l'intérieur de l'hôpital allant de l'achat et stockage des médicaments, à leur gestion au sein des départements de soins en passant par la distribution des médicaments dans l'hôpital. Egalement, cette étude apporte une description détaillée des différentes déviations possibles dans le circuit des médicaments et apporte des recommandations susceptibles de palier aux défaillances constatées.

L'évaluation conclue que tous les points de décision au sein du système de gestion des médicaments au sein des établissements de santé publics comportent de grands risques de corruption. Tous les motifs mentionnés dans le rapport encouragent la corruption en l'absence d'un système de dissuasion efficace pour réduire cet organisme nuisible. Par conséquent, les effets sur la santé du patient et sur le budget des établissements de santé sont considérables.

Cette évaluation exhaustive des risques de corruption dans la prestation des services de santé et dans le circuit du médicament intra et extra-hospitalier identifie toutes les faiblesses qui peuvent être abordées progressivement en parallèle dans le cadre d'un plan sectoriel qui pourra être élaboré de manière participative par chaque institution, avec toutes les parties impliquées dans l'établissement de santé, en plus de l'élaboration de textes juridiques et des programmes informatiques nécessaires par le ministère de tutelle (evidence #35).

6.2 Améliorer la redevabilité dans les trois hôpitaux publics

Dans le cadre de la mise en place des îlots d'intégrité dans les institutions hospitalières, des études et analyses permettant d'apporter des solutions susceptibles d'améliorer la transparence et la redevabilité, en se focalisant sur les deux premiers axes prioritaires identifiés par les premiers ateliers d'évaluation de risques de corruption, à savoir le renforcement du système d'information hospitalier et la mise en place d'une comptabilité analytique hospitalière pour la prestation des services de santé et le circuit du médicament, ont été réalisées.

Ainsi, dans le cadre de la mise en place d'un Système d'information hospitalier, un « Rapport de formalisation du circuit des médicaments » au sein des trois structures hospitalières pilotes a été élaboré. Ce rapport présente une formalisation du circuit des médicaments au sein des structures hospitalières (depuis le magasin jusqu'au patient), et ce pour les dispensations via la pharmacie interne, externe ou urgences, ainsi qu'un diagnostic de l'infrastructure existante et nécessaire (matériel, logiciel, et ressources humaines) aux points d'enregistrement et de dispensation des médicaments dans les trois hôpitaux (evidence#36).

Dans le même dessein de renforcement du cadre de gouvernance des trois hôpitaux pilotes, ont été élaborés : (i) un rapport d'identification des axes de travail pour l'amélioration de la sécurisation du circuit du médicament, (ii) un rapport d'évaluation sur les processus organisationnels et techniques lors de la prise de rendez-vous dans le domaine des services délivrés aux citoyens ainsi qu' (iii) une étude d'évaluation sur les capacités du personnel hospitalier sur la façon de l'utiliser (evidence #37).

Egalement, une « Etude de benchmarking de comptabilité analytique hospitalière » a été réalisée. Cette étude comparative de certains systèmes de calcul et d'analyse des coûts à l'échelle nationale et internationale matérialise la première phase de l'élaboration d'une étude de faisabilité de la mise en place d'un système de comptabilité analytique dans trois sites pilotes à savoir l'hôpital régional de Jerba, l'hôpital régional de Jendouba et l'EPS Rabta. Cette étude a été élaborée de manière participative à travers des entretiens et des recherches documentaires auprès du Ministère de la Santé (en ce qui concerne l'expérience tunisienne en matière de comptabilité analytique

hospitalière) et des recherches documentaires (concernant les expériences internationales comparées en matière de comptabilité analytique hospitalière) (evidence #38).

Aussi, un « Rapport d'évaluation sur le système de calcul des coûts dans les hôpitaux de Jerba, Jendouba et la Rabta » a été élaborée. Cette évaluation des systèmes de calcul et d'analyse des coûts entre dans le cadre de la réalisation de la deuxième phase de la mission qui consiste en l'élaboration d'une étude de faisabilité de la mise en place d'un système de comptabilité analytique dans trois sites pilotes. Cette évaluation a été élaborée de manière participative à travers des entretiens et des visites sur les lieux avec les responsables chargés de la mise en place et de la gestion du système dans chaque entité ainsi qu'à travers une analyse des « output » actuels et leur évaluation en terme de fiabilité et de pertinence et une analyse de l'adaptation du système d'information et du système de contrôle interne en général aux besoins du modèle de calcul des coûts (evidence #39).

Le niveau d'exécution des plans d'actions en renforcement des mécanismes de redevabilité à travers le système d'information hospitalier et le système de comptabilité analytique, la communication et le renforcement de capacités dans les trois sites a atteint 25,5%, grâce à l'appui du projet et à la dynamique créée au niveau local et central. Ces taux ont atteint respectivement un niveau d'exécution de 32,2% à l'hôpital de la Rabta, de 26,6% à l'hôpital de Jerba et de 14% à l'hôpital de Jendouba.

Dans ce cadre la transparence, l'intégrité et l'efficacité au niveau des hôpitaux de la Rabta, de Jendouba et Djerba ont été renforcées et ce, par l'acquisition de deux systèmes de gestion de file d'attente et de 4 imprimantes à badges pour l'identification des malades en plus de l'acquisition de 4 licences de dictaphones de reconnaissance vocale médicale. Le projet a matérialisé ainsi les décisions du comité de pilotage santé tenue au mois d'octobre 2018.

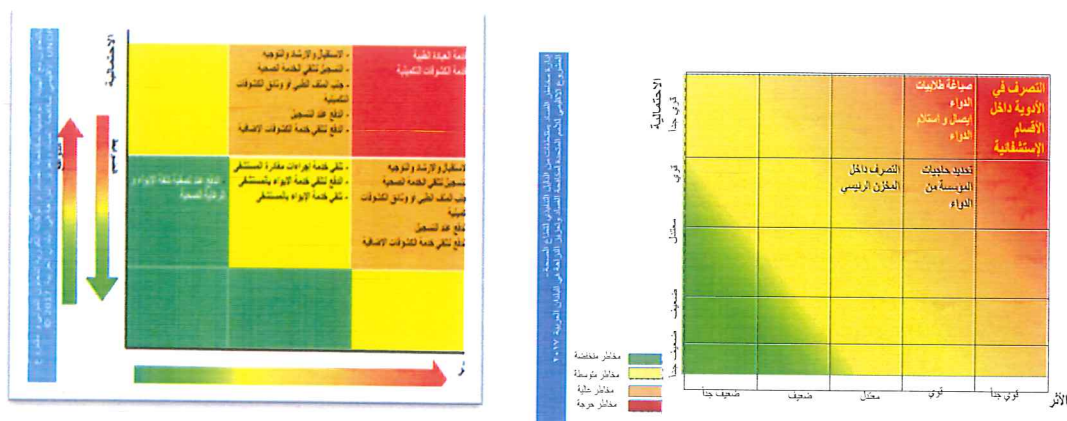


Photo 12 et 13 : Cartographie des risques de corruption dans le secteur de la santé & Rapport d'évaluation sur le système de calcul des coûts & Évaluation des risques de corruption dans le circuit des médicaments intra-hospitalier.

III- Défis de mise en œuvre et suivi des risques

Risque	Nature	Impact et Probabilité d'occurrence	Evolution du risque	Mesure de mitigation et niveau de mise en œuvre
Risque # 1 : Les changements politiques/institutionnels annoncés et opérés au niveau de la majorité parlementaire avec possibilité de changement gouvernemental pourraient impacter négativement les dynamiques des flots et la mise en œuvre des nouveaux cadres législatifs et institutionnels.	Politique	I= 4 P= 4	Au vu de la situation politique économique et sociale du pays, ce risque est toujours d'actualité .	Renforcer le rôle de coordination de l'INLUCC/IBOGOLUCC et de l'ARP et mettre en place des mécanismes de gestion et suivi des flots à des niveaux techniques et stratégiques/politiques
Risque # 2 : Le retard dans la budgétisation de la SNBGLCC pourrait limiter l'impact des flots et leurs connexions avec les politiques nationales.	Organisationnel	I= 4 P= 4	Au vu de la situation économique du pays et les pressions que subit le budget de l'Etat, ce risque est encore d'actualité.	Renforcer le plaidoyer au niveau de la PG, du ministère des Finances et des ministères partenaires du projet et de l'ARP pour accélérer la budgétisation du plan d'action opérationnel de la SNBGLCC, apporter un appui à l'INLUCC pour un meilleur plaidoyer à son niveau auprès de la PG, et apporter un appui afin de mobiliser des bailleurs de fonds internationaux dans le cadre d'une table ronde des donateurs. La coordination de cette réunion devra se faire avec l'INLUCC/Gouvernement .
Risque #3 : Le retard dans la mise en place de l'IBOGOLUCC pourrait impacter la nature de l'appui institutionnel et sa durabilité.	Stratégique	I=3 P=3	La loi IBOGOLUCC a été adoptée à l'ARP et publiée au JORT. Les candidats membres de l'IBOGOLUCC ont été sélectionnés par l'ARP et leur liste publiée. Le processus de	L'appui institutionnel du projet se focalise sur des outils pérennes et répondants à des besoins organisationnels et en renforcement de capacités similaires et adaptables qu'il s'agisse de l'INLUCC ou de la future IBOGOLUCC

Risque	Nature	Impact et Probabilité d'occurrence	Evolution du risque	Mesure de mitigation et niveau de mise en œuvre
			vote par 2/3 de l'ARP pourrait prendre encore du temps.	
Risque #4 : Les ressources disponibles du projet ne sont pas suffisantes pour assurer la mise en œuvre des plans d'actions des Ilots d'intégrité	Financier	I= 4 P=4	La budgétisation des plans d'action des ilots a révélé les limites des ressources financières du projet pour permettre un niveau d'exécution conséquent de leur mise en œuvre	Le projet a procédé à un plaidoyer auprès des partenaires et parties prenantes des ilots pour une mutualisation des ressources dédiées à la mise en œuvre des plans d'actions pour une contribution commune et partagée, et continuera à appuyer la mobilisation de ressources pour poursuivre cette mise en œuvre et pour pérenniser son impact , ainsi que pour les ressources autour de la stratégie nationale afin de faire face aux nouveaux besoins sectoriels exprimés et à faire un plaidoyer auprès des partenaires et parties prenantes des ilots
Risque # 5 : Les diagnostics des sites pilotes Douane et santé essentiellement, particulièrement celui du site douanier Ras Jedir, ont mis en exergue de mauvaises conditions de travail et la nécessité de l'amélioration du cadre du travail en général et des moyens matériels, à articuler aux réformes centrales et stratégiques. Ceci est un frein à la mise en place du projet et de ses principaux objectifs.	Opérationnel & Financier	I=3 P=4	Risque maintenu.	Prenant en considération le budget, le projet continuera à appuyer une mobilisation de ressources financières ou de coordonner avec d'autres PTF. Une mobilisation des parties prenantes nationales a également prise en compte. Egalement, le projet ciblera des actions peu budgétivores mais qui créeront un changement au niveau du cadre du travail, ainsi que des actions catalytiques pour impacter plusieurs axes.
Risque #6 : La faible adhésion des agents touchés par les ilots d'intégrité pourrait impacter négativement l'appropriation des exercices sectoriels et de leurs résultats.	Stratégique	I=4 P=2	A ce stade les hauts responsables des Ilots Municipalités, Santé, Douane et FSI ont été impliqués	Un plan de communication interne et externe sur les objectifs et réalisations des ilots sera mis en œuvre La communication au sein des ilots est à renforcer, notamment sur les résultats, ainsi qu'un plan

Risque	Nature	Impact et Probabilité d'occurrence	Evolution du risque	Mesure de mitigation et niveau de mise en œuvre
			dans le processus.	de dissémination des diagnostics et plans d'actions et des actions d'accompagnement et de formation
Risque #7 : Le retard dans la tenue des élections municipales (mai 2018) et mise en place tardive des nouveaux conseils municipaux élus (août 2018) pourraient impacter la l'appropriation de l'action des ilots Municipalités et sur la période d'implémentation et la soutenabilité des réformes à mettre en place	Stratégique/Politique	I=4 P=1	Les élections municipales se sont tenues en mai 2018 et les nouveaux conseils municipaux ont été mis en place en août 2018.	Le projet s'est assuré, dès le démarrage et avant les élections, de la mise en place au niveau des sites pilotes de processus de concertation avec l'administration et les OSC, puis des équipes de travail avec un fort leadership permettant une plus grande appropriation des processus de changements et des nouvelles méthodes de travail. Le projet a également développé et mis en œuvre une stratégie de plaidoyer auprès des nouvelles structures élues permettant une appropriation et une volonté politique forte pour le projet. Une stratégie d'accélération de mise en œuvre des plans d'action a été développée et une éventuelle courte extension du projet est à l'étude.
Risque # 8 : Une éventuelle dégradation de la situation sécuritaire au niveau du site Ras Jedir rendrait difficilement réalisable toute assistance efficace.	Sécuritaire	I=3 P=3	Le site de Ras Jedir a connu des périodes de fermeture pour raisons sécuritaires. Le risque s'est réduit mais reste probable.	Le PNUD veille à analyser la situation et à anticiper le risque. Une coordination étroite avec les responsables du site Douane Ras Jedir et ceux de la Direction Générale de la Douane a été mise en place en vue d'une approche d'intervention prudente et appropriée en fonction de l'évolution de la situation.

IV- Leçons apprises

Vingt-neuf mois après le démarrage du projet, les principales leçons apprises se présentent comme suit :

- La mise en œuvre de la stratégie nationale de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption et plus précisément, celle de l'approche sectorielle a permis d'identifier au sein du projet les articulations nécessaires à faire entre les dimensions 'centrale Vs local' et 'local Vs Sectoriel'. Ces articulations sont de nature à apporter une plus grande cohérence d'ensemble et une pérennisation des réalisations obtenues. Le démarrage de la documentation de l'expérience des îlots d'intégrité devrait permettre une capitalisation et pérennisation des réformes sectorielles encourus (telles que la stratégie de modernisation de la Douane ou une stratégie nationale E-santé ou encore réforme de la fonction publique) à travers l'alimentation et l'interaction avec ses réformes dès leur lancement ou encourus de leur élaboration.
- La dynamique territoriale promue par le projet se confirme comme étant un vecteur de changement important. La démarche du projet a permis en effet de susciter un intérêt et un engagement de la part d'autres secteurs (Tourisme, Justice, Transport, Agriculture, Jeunesse, Culture, STEG) qui pourraient être envisagés dans le cadre d'un territoire unique (Médénine/Jerba). Une approche selon le système local d'intégrité permet d'apporter une réponse impactante ainsi qu'une optimisation de l'utilisation des ressources aujourd'hui disponibles avec un impact plus ressenti par les citoyens. Elle permettra de généraliser selon un séquençage local/régional/national.
- La mobilisation d'une double expertise nationale et internationale en plus de la mise en place d'une task force locale a permis un transfert de compétences et l'émergence d'une expertise nationale tout en assurant une durabilité dans les actions. L'intervention d'expertise externe pour l'identification des risques de corruption dans les îlots d'intégrité, lorsqu'elle est planifiée trop tôt et sans être accompagnée des préalables de communication interne suffisante, peut entraîner un manque de compréhension chez les partenaires les amenant à mettre en cause le processus.
- L'identification judicieuse des parties prenantes autour de chaque îlot d'intégrité, leur participation à l'ensemble du processus dès la phase de diagnostic, conjuguée à un fort leadership, permet une intervention plus coordonnée dans la mise en œuvre des plans d'actions ainsi qu'une responsabilisation et une mobilisation synergétique des ressources nécessaires pour couvrir les besoins élevés de ces plans d'actions.
- L'appui du projet pour formaliser la coordination des partenaires internationaux de chacune des institutions partenaires relative à la thématique de gouvernance, transparence et modernisation s'est avéré indispensable pour une meilleure visibilité et synergie des interventions de chacun et pour transformer les initiatives en politique sectorielle à impact durable. Cet appui doit être formalisé par des matrices de coordination au niveau de chaque partenaire, pouvant renseigner sur les redondances et synergies possibles de l'intervention du projet.
- Les mécanismes de résistance au changement s'appuient souvent sur une gestion longue des délais de validation et d'exécution. La maîtrise du temps, l'accès direct des points focaux des îlots d'intégrité aux premiers responsables de leurs institutions et la réduction de la chaîne hiérarchique pour la prise de décision est facteur clé de succès et de bonne exécution de la mise en œuvre des plans d'actions. Les actions à impact rapide peuvent susciter également de fortes résistances au changement appelant des mécanismes de communication adéquats..
- L'implication des membres de l'ARP dans les comités de pilotage des îlots constitue un appui au projet à fort impact, notamment pour atténuer des situations de blocage ou obtenir un engagement des responsables politiques et une mobilisation de ressources additionnelles auprès des parties prenantes et/ou du budget de l'Etat. Le plaidoyer en amont des débats parlementaires budgétaires, dès l'élaboration des budgets des partenaires, est important pour garantir une mobilisation de ressources nécessaires aux réformes à entreprendre.

V - Suivi-Evaluation

Le présent rapport de progrès constitue le second rapport annuel et a été précédé de 3 rapports de progrès semestriels. Également, une évaluation à mi-parcours du projet a été lancée lors du troisième trimestre 2018, dont le rapport est en cours de validation.

Le projet a procédé durant le mois d'août 2018 à un exercice de revue mi-annuelle ayant permis d'analyser les réalisations ainsi que l'opportunité des actions programmées. Ainsi, des actions d'accélération ont été identifiées pour l'output 4 et l'élaboration d'un plan de transition de l'INLUCC à l'IBOGOLUCC a été retenue pour pérenniser l'intervention du projet. La revue a également permis d'ajuster la stratégie de mobilisation des ressources pour pérenniser l'intervention et compléter les ressources financières nécessaires à la mise en œuvre des plans d'actions des îlots d'intégrité et renforcer les initiatives stratégiques du plan d'action de la Stratégie Nationale de Bonne Gouvernance et de Lutte contre la Corruption permettant une efficacité d'intervention de l'INLUCC.

Outre les réunions de suivi mensuelles organisées avec l'INLUCC pour l'évaluation de l'avancement de la mise en œuvre du PTA, des visites et des réunions de suivi ont également été tenues avec les partenaires durant les mois de juillet et août 2018, ainsi que durant les mois d'octobre et novembre, en préparation des COPIL des îlots.

Ainsi, au lendemain de la mise en place des conseils municipaux des trois municipalités de Jerba et de l'élection de leurs présidentes, une réunion de présentation du projet et de plaidoyer a été organisée en juillet à Jerba en vue d'appuyer leur appropriation du projet et de réaffirmer leur engagement et implication. Les échanges et plaidoyer ont été poursuivis durant le mois de septembre pour une meilleure compréhension des différentes étapes du projet.

Une visite de terrain a également été effectuée à l'hôpital régional de Jerba durant le mois de juillet, pour un suivi de l'opérationnalisation et fonctionnement des équipements acquis et des procédures en place et pour une analyse des résultats réalisés.

Des comités techniques au niveau de l'îlot Douane et Santé se sont également réunis pour le suivi des décisions des COPIL.

VI – Evidences

Evidence #	Type	Titre	Date de publication	Auteur
1	Plan	Plan de communication annuel (2018) de l'Instance Nationale de Lutte Contre la Corruption (INLUCC)	Février 2018	Expert Sofien Ammar
2	Fiches	Audit et 10 fiches de postes département communication de l'INLUCC	Septembre 2018	Expert Sadok Hammami
3	Rapport	Rapport formation sur les techniques de communication	Octobre 2018	Expert Sadok Hammami
4	Rapport annuel	Rapport annuel 2017 de l'INLUCC	Juin 2018	Expert Ahmed Souab
5	Site web	Site web de l'INLUCC (en phase d'alimentation par l'INLUCC)	Décembre 2018	Société Xtensus
6	Manuel	Manuel sur la déclaration du patrimoine et des intérêts	Décembre 2018	Expert Béchir Lassoued
7	Matrice	Matrice des intervenants dans le domaine de la gouvernance et de la lutte contre la corruption	Septembre 2018	Projet

8	Rapport	Rapport sur l'état d'avancement des initiatives stratégiques du plan d'action 2017-2018	Décembre 2018	Cabinet EY
9	Rapport	Rapport du Congrès National de la LCC 2018 (draft encours de validation)	Décembre 2018	Consultante Hela Ben Miled
10	Plan	Plan de renforcement des compétences des divers intervenants dans la chaîne de lutte contre la corruption	Septembre 2018	Cabinet EY
11	Rapport	Recueil de jurisprudence en matière de lutte contre la corruption	Juin 2018	Mohamed Kamoun
12	Rapport	Rapport Atelier Parlementaire portant sur le projet de loi sur la déclaration du patrimoine et d'intérêts et la lutte contre le conflit d'intérêt et l'enrichissement illicite et comportant les recommandations pour l'amélioration du texte	Juin 2018	Expert Bassam Karray
13	Projets de décrets gouvernementaux	Drafts décrets d'application du projet de loi sur la déclaration du patrimoine et d'intérêts et la lutte contre le conflit d'intérêt et l'enrichissement illicite	Juin 2018	Expert Khaled Mejri
14	Rapport	Rapport réunion de coordination, d'opérationnalisation de la loi sur la déclaration du patrimoine et d'intérêts et la lutte contre le conflit d'intérêt et l'enrichissement illicite et d'élaboration d'une stratégie commune de son opérationnalisation.	Aout 2018	Equipe Projet
157	Note d'analyse	Note d'analyse juridique 2018 – Décret Modèle de Declaration du patrimoine et des intérêts /Projet redevabilité Publique	Octobre 2018	Equipe projet
16	Rapport	Rapport atelier de Jerba de sensibilisation et dissémination de la loi sur la déclaration du patrimoine et d'intérêts et la lutte contre le conflit d'intérêt et l'enrichissement illicite	Novembre 2018	Consultante Hela ben Miled
17	Guide	Guides (3) de formation, de suivi et évaluation du code et de gestion des ressources humaines dans le secteur public	Juillet 2018	Expert Ahmed Jaafar
18	Note	Note de propositions de renforcement des mécanismes de redevabilité dans le projet de Code des Collectivités Locales	Mai 2018	Equipe projet & consultant Bassem Karray
19	Rapport	Rapport synthétique consolidé des ateliers régionaux de Tabarka, Kairouan et Jerba portant sur la sensibilisation et dissémination de la loi sur la déclaration du patrimoine et d'intérêts et la lutte contre le conflit d'intérêt et l'enrichissement illicite	Juillet-Décembre 2018	Equipe projet & Consultant Ahmed Jaafar
20	Rapport	Rapport visite d'étude en Roumanie pour le partage de l'expérience en matière de mécanismes de renforcement de l'intégrité dans les FSI	Décembre 2018	Equipe projet
21	Rapport	Rapport de synthèse de l'atelier d'évaluation des risques de corruption dans les sites pilotes FSI	Juillet 2018	Equipe Projet
22	Rapport & Enquête	Diagnostic risques de corruption et enjeux de corruption dans les trois (3) communes de Djerba	Octobre 2018	Experts Moktar LAMARI &

				Ahmed Guidara
23	Rapport	Plan d'action des trois (3) communes de Jerba	Décembre 2018	Equipe projet, RTE et consultant Hatem Mliki
24	Rapport	Vers la généralisation du TUNEPS dans les 03 communes de Djerba Rapport de la deuxième session de formation autour de l'opérationnalisation du système TUNEPS Les 21, 22 et 23 Mars -Djerba	Mars 2018	PNUD
25	Rapport	Consultation publiée sur le système TUNEPS par la commune de Jerba Ajim (Voir site du système TUNEPS : https://www.tunepe.tn/index.do)	Mars 2018	Commune de Jerba Ajim
26	Mémoire	Mémoire d'entente conclu entre le MALE, l'INLUCC et la Mairie de Séoul	Mars 2018	MALEV-Mairie de Séoul
27	Rapport	Rapport visite d'étude pour le partage de l'expérience coréenne en matière de système de gestion des travaux publics Clean Construction System (CCS)	Septembre 2018	Equipe projet
28	Etude	Etude de faisabilité de la mise en place du CCS au niveau des trois municipalités	Novembre 2018	Consultant Tarek Laajimi
29	Plan d'actions	Plan d'actions pour le bureau douanier pilote Ras Jedir	Février 2018	Experte Hanane Ben Yagoub
30	Autorisation	Autorisation de l'Instance Nationale de la Protection des données Personnelles (INPDP) pour opérationnaliser les caméras portées	Juillet 2018	INPDP
31	Rapport	Rapport campagne de sensibilisation et de communication visant les voyageurs sur les navires en partance et à destination du Port de la Goulette Nord	Septembre 2018	INLUCC
32	Rapport	Rapport préliminaire d'analyse des données au niveau du site de la Direction des Régimes Douaniers	Septembre 2018	Experte Hanane Ben Yagoub
33	Evaluation	Rapport évaluation des risques de corruption dans les services de santé	Juin 2018	Taskforce INLUCC-Ministère de la santé-Experts PNUD
34	Evaluation	Rapport évaluation des risques de corruption dans le secteur des médicaments et de distribution des médicaments dans les hôpitaux publics	Juin 2018	Taskforce INLUCC-Ministère de la santé-Experts PNUD
35	Evaluation	Evaluation des risques de corruption dans le circuit des médicaments intra-hospitalier	Septembre 2018	Taskforce INLUCC-Ministère de la santé-Experts PNUD

36	Rapport	Rapport de formalisation du circuit des médicaments	Décembre 2018	Taskforce INLUCC- Ministère de la santé- Experts PNUD e
37	Rapport	Rapport d'identification des axes de travail pour l'amélioration de la sécurisation du circuit du médicament ; Rapport d'évaluation sur les processus organisationnels et techniques lors de la prise de rendez-vous dans le domaine des services délivrés aux citoyens ; Etude d'évaluation sur les capacités du personnel hospitalier sur la façon de l'utiliser	Octobre 2018	Expert Akram Amri
38	Etude	Etude de benchmarking de comptabilité analytique hospitalière	Février 2018	Expra-Consulting
39	Evaluation	Rapport d'évaluation Système de calcul des coûts Hôpitaux Djerba- Jendouba & La Rabta	Juin 2018	Expert Sofiene Majadi

VII- Rapport financier

▪ Le Budget global du projet s'élève à **2.702.400 USD**, dont :

- Ressources allouées KOICA: 2 219 400 USD
- Ressources propres: (Funding window BPPS, TRAC) : 398 000 USD
- UNDP Seoul Policy Center (85.000USD)⁷

Au vu du contexte caractérisé essentiellement par des avancées notables sur le cadre juridique et institutionnel, par une plus grande appropriation des partenaires des réalisations du Projet, de nouvelles opportunités ont émergé procurant un avantage comparatif pour le projet, et ce à travers une demande d'appui pour la transition vers la nouvelle IBOGOLUCC et l'avantage comparatif du PNUD dans l'appui de l'INLUCCC. Ces éléments ont constitué une base pour la révision mi annuelle du PTA. Ce PTA tient compte de ces évolutions à travers une concentration sur l'appui à l'opérationnalisation de la loi de la déclaration de patrimoine et d'intérêts et de lutte contre l'enrichissement illicite, le lancement d'une étude pour un plan de transition INLUCC/IBOGOLUCC.

La revue mi annuelle a permis d'une part d'accélérer la programmation des consultations régionales sur le code de conduite opérationnel des forces de sécurité intérieure qui seront lancées au cours du quatrième trimestre et d'autre part à mettre en place une stratégie d'accélération de l'Ilot Municipalité. Pour l'Ilot Douane, la révision tient compte de la mise en œuvre des actions prioritaires identifiées à la suite des diagnostics de la DRD et du bureau de douane Ras Jedir. Pour l'Ilot Santé, il s'agit essentiellement des ajustements calendaires pour démarrer la mise en œuvre des plans d'action.

▪ Les dépenses du 01 janvier au 31 décembre 2018 s'élèvent à 828.933,52 USD, soit 75,6% du budget tel que revu suite à la revue mi- annuelle :

⁷ Imputé sur une COA Séoul UNDP Policy center

Produit	Décaissements ⁸	Budget alloué	% Décaissement de chaque output / Budget par output	% Décaissement de chaque output / Budget total 2018
OUTPUT 1.1.	280 362,03	355 832,35	78,8%	25,6%
OUTPUT 1.2	62 973,78	61 356,25	102,6%	5,7%
OUTPUT 1.3	121 085,21	141 721,11	85,4%	11,0%
OUTPUT 1.4	112 535,42	112 743,99	99,8%	10,3%
OUTPUT 1.5	168 277,98	228 512,17	73,6%	15,3%
OUTPUT 1.6	83 699,10	196 670,32	42,6%	7,6%
Total général	828 933,52	1 096 836,19	75,6%	75,6%

Au cours de la période 2016-2018, les décaissements cumulés sont de 2 167 470,04 détaillé dans le tableau ci-dessous :

Activity	2016	2017	2018	Total	Total Document du Projet ⁹	% décaissement par rapport au montant du Document du projet
OUTPUT 1.1.	31 142,65	310 416,48	279 523,09	621 082,22	436 320,00	142,3%
OUTPUT 1.2	51 222,88	118 473,07	62 973,78	232 669,73	262 440,00	88,7%
OUTPUT 1.3		41 220,91	121 085,21	162 306,12	448 740,00	36,2%
OUTPUT 1.4	46 927,76	245 975,04	140 819,14	433 721,94	531 900,00	81,5%
OUTPUT 1.5	17 293,88	144 815,21	168 277,98	330 387,07	529 200,00	62,4%
OUTPUT 1.6 ¹⁰		303 603,86	83 699,10	387 302,96	-	-
Total général	146 587,17	1 164 504,57	856 378,30	2 167 470,04	2 208 600,00	98,1%

VIII- Signature

Pour le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

Nom : El Kébir Alaoui

Titre : Représentant Résident Adjoint

Signature :

Date : 11/03/2019

IX - Annexes

- Plan de travail annuel (revue mi- annuelle)
- Evidences mentionnées dans la section "VI-Evidences"

⁸ Hors décaissements CCS (COA Séoul Policy Center)

⁹ Préparé en 2016 sur la base des fonds KOICA uniquement

¹⁰ Cet output n'a pas été prévu initialement dans le Prodop

